

20240418 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/56479/expulsions-en-hausse-a-chypre--plus-de-3-300-migrants-renvoyes-depuis-janvier>

Actualités



À Chypre, les demandeurs d'asile d'Afrique subsaharienne peinent à trouver un logement et un travail, à cause de leurs origines. Crédit : InfoMigrants :

Expulsions en hausse à Chypre : plus de 3 300 migrants renvoyés depuis janvier

Par [Julia Dumont](#) Publié le : 18/04/2024

Les autorités chypriotes ont annoncé avoir expulsé plus de 3 300 étrangers du pays au cours des quatre premiers mois de 2024. Une augmentation qui illustre la volonté du gouvernement "débordé" par les arrivées de concentrer ses moyens sur les renvois dans les pays d'origine, plutôt que sur l'accueil.

C'est un nombre qui reflète la volonté du gouvernement chypriote de réduire le nombre de demandeurs d'asile dans le pays. Au cours des quatre premiers mois de 2024, 3 337 migrants ont été expulsés de Chypre. Un nombre supérieur à la même période en 2023, où 2 348 expulsions avaient été enregistrées.

Ces renvois, qui incluent des expulsions forcées, des retours volontaires et des relocalisations, concernent généralement les Maghrébins, les Africains subsahariens, les Bangladais et les Égyptiens. Pour rappel, les renvois contraints ne concernent pas les Syriens ou les Afghans, [nombreux à Chypre](#), mais inexpulsables en raison de la situation politique de ces États.

Une politique d'éloignement assumée à l'heure où Chypre fait face à une hausse considérable d'arrivées de Syriens sur son sol. Plus de 1 000 personnes ont débarqué sur des bateaux en provenance du Liban depuis le début du mois d'avril, dans un contexte d'aggravation des tensions au Moyen-Orient. Face à l'explosion des arrivées, [Nicosie a annoncé suspendre le traitement des demandeurs d'asile syriens](#).

A lire aussi

[Chazel, Congolais à Chypre : "J'ai été forcé de signer un document de retour volontaire"](#)

"Je ne peux pas rentrer dans mon pays"

Pour lutter contre les arrivées illégales sur son sol, Chypre mise, depuis plusieurs mois, sur son partenariat avec Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières. Le pays propose aussi une incitation financière aux migrants pour pousser les exilés à accepter un retour "volontaire" vers leur pays. Un bureau entier dédié à ces départs consentis : The Civil Registry and Migration Department (CRMD). C'est cette structure qui fournit à chaque exilé un billet d'avion retour, et la somme promise pour les faire partir. Le montant varie selon le pays d'origine : les Égyptiens, Marocains, Tunisiens, Algériens, Bangladais et Indiens touchent 1 000 euros. Les personnes en partance pour la Gambie, le Nigéria, le Sénégal, la RDC et le Cameroun, 1 500.

"Ici, les agents de la police de l'immigration nous proposent de nous donner 1 500 euros [...] pour qu'on parte", [expliquait Steve à InfoMigrants, en juin dernier](#). Ce Camerounais de 23 ans est détenu dans le centre de détention Mennogia, au sud de l'île, en vue de son expulsion. "Moi, je viens de Douala, au Cameroun, mais je ne peux pas rentrer dans mon pays. J'ai un problème familial", détaillait le demandeur d'asile.

A lire aussi

[Expulsions : à Chypre, le gouvernement fait tout pour "maximiser les retours"](#)

En trois ans, le pays a multiplié les outils favorisant les renvois forcés. Depuis novembre 2020, un arrêté d'expulsion est automatiquement prononcé lors d'un rejet de la demande d'asile, même si le recours en justice est encore possible. Et ce, alors même que le taux de rejet à Chypre est considérable : en 2022, il s'élevait à 93 % pour 22 182 demandes, d'après [une étude du Cyprus Refugee Council](#).

12 750 retours en 2023

Sur l'ensemble de l'année 2023, ce sont 12 750 migrants au total qui ont été rapatriés dans leur pays d'origine, principalement au Nigeria, en RDC et au Cameroun, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur chypriote. Ils étaient 7 500 en 2022 et un peu plus de 2 000 en 2021. Ces chiffres placent l'île méditerranéenne au premier rang des pays de l'UE en terme d'expulsions, proportionnellement au nombre de demandeurs d'asile sur son territoire, a annoncé le ministère de l'Intérieur en octobre dernier.

Pour de nombreux candidats à l'exil, Chypre constitue une des portes d'entrée de l'Union européenne. D'après le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), fin septembre 2023, 26 995 demandeurs d'asile étaient en attente d'une réponse auprès du service de l'Asile, dont un tiers ayant déposé leur dossier cette même année. Fin 2022, un peu plus de 29 000 demandes étaient en attente, et quelque 13 000 en 2021.

Des moyens alloués au retour, plutôt qu'à l'accueil

Les autorités se disent "débordées" et incapable de gérer autant de dossiers. L'accueil pêche : attente interminable d'un rendez-vous d'asile, absence d'hébergements dédiés, allocations versées au compte-goutte... Le [quotidien de la majorité des exilés s'apparente parfois à un cauchemar](#).

A lire aussi

[À Chypre "débordée" par les demandes d'asile, les migrants vivent "dans une profonde misère"](#)

Chypre s'est aussi doté en 2021 d'un centre de rétention pour demandeurs d'asile déboutés à Limnes, dans le sud de l'île. En août dernier, le gouvernement a annoncé d'importants travaux d'agrandissement afin d'accélérer encore le retour des exilés dans leur pays d'origine. D'ici 24 mois, la structure, cofinancée par l'UE et la République de Chypre, comptera 1 000 places. Pour le ministre de l'Intérieur Constantinos Ioannou, "l'absence" jusqu'ici sur le territoire "d'un tel lieu constitue un obstacle à la réalisation de retours systématiques".